

## Economie: bien, mais...

### ANALYSE



Carlo Thelen  
Chambre de commerce

l'économie luxembourgeoise se porte bien. Au premier trimestre 2018, le PIB (produit intérieur brut) en volume s'est accru de 5% environ en glissement annuel. L'emploi total a, quant à lui, progressé de près de 4%. Peu de pays peuvent en dire autant, sauf éventuellement des économies émergentes ou en rattrapage.

Alors tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes? Et les économistes n'ont plus qu'à remiser leurs graphiques et calculettes? Je n'irai pas aussi vite en besogne, pour deux raisons principales.

D'abord, des nuages plus sombres apparaissent à l'horizon international. Dans ses perspectives publiées le 8 octobre, le Fonds monétaire international (FMI) prévoit pour 2019 une croissance mondiale de 3,7% et de 1,9% pour la zone euro. Une révision à la baisse de 0,2 point par rapport aux projections de juillet. Le FMI souligne l'accentuation des risques qui pèsent sur la croissance, notamment la résur-

gence de tentations protectionnistes susceptibles de disloquer les chaînes de valeur et donc la fluidité des engrenages économiques, la fragilisation de certaines économies émergentes suite à la «normalisation» graduelle des politiques monétaires ou encore la progression de l'endettement – la dette publique et privée mondiale est 60% plus élevée qu'en 2007.

Cela pourrait exacerber la volatilité des marchés financiers et des cours de change. Beaucoup de cartouches pour soutenir la demande ont déjà été gril-

lées et ne seront plus disponibles en cas de nouveau ralentissement...

Le pays ne peut ignorer ces signaux. Loin d'être une crique abritée des tempêtes, il est au contraire directement exposé aux aléas des économies européennes (en Italie notamment) et internationales. Par le biais de son commerce extérieur, mais aussi par l'effet des marchés, via la forte incidence des cours boursiers européens ou même américains sur sa croissance.

Deuxième bémol: un pays ne peut se reposer sur ses lauriers lorsque «tout

semble aller pour le mieux». Le contexte est propice aux réformes nécessaires, dans une démarche contracyclique. Différer les ajustements, c'est courir le risque de confronter nos concitoyens – et les parties prenantes de notre économie – au double choc d'un possible ralentissement économique et de réformes d'autant plus douloureuses qu'elles seront tardives. On répare son toit quand le temps est serein et non sous des trombes d'eau.

Quelles réformes? Des mesures favorisant une croissance moins gourmande en ressources, un cadre économique et fiscal attractif pour les PME et les exportateurs en particulier, des finances publiques durablement solides, des dépenses publiques et prestations sociales mieux ciblées et évaluées, une formation à la hauteur des enjeux sociétaux, de nouvelles formes du travail et de la digitalisation. Il y va du maintien du triple A, crucial pour notre attractivité et notre capacité à résister aux chocs et à préparer l'avenir.